

Dossier de demande d'habilitation à
délivrer un Diplôme d'Université

Domaine de formation : Droit, Psychologie et
Criminologie

Intitulé du DU :

**Suivi et probation des personnes placées
sous main de justice**

Date : 09/04/2015 Nom du fichier : Maquette demande DU
suivi & probation des PPSMJ

Nom de la composante ou du service assurant la responsabilité du DU : UFR DROIT
ET SCIENCE POLITIQUE

1 - Fiche d'identité

Composante(s) assurant la responsabilité administrative et pédagogique de la formation :
UFR Droit et Science Politique

Composante(s) partenaire(s) :
UFR Lettres et Sciences Humaines – Département Psychologie

Autre(s) établissement(s) concerné(s) : *Universités de Mons, **University of the West of Scotland***

- cohabilitation :
- convention : *Université de Mons (Suisse)*
- autres :

Date et numéro d'enregistrement : Réservé à l'administration

Responsable de la formation : *un nom au maximum*

Nom, prénom	Qualité	CN U	Tél.	E-mail professionnel
EVANS Martine	PR	01	0660121575	martineeevans@gmail.com et martine.evans@univ-reims.fr

Responsable des parcours (si nécessaire) : *un nom au maximum par parcours*

Parcours	Nom, prénom	Qualité	CNU	Tél.	E-mail professionnel
1					
2					
3					
4					
5					

Date et avis du CEVU : Réservé à l'administration

Date et avis du CA : Réservé à l'administration

Création : Oui



2-Présentation générale de la formation

A - Généralités

B – Positionnement de la formation dans le contexte LMD

Préciser ici si la formation est d'un niveau

- inférieur à L
- L (préciser l'année L1, L2, L3)

- **Licence**

- D

3-Description de la formation

A - Généralités

- Historique :

Il s'agit de répondre à un ensemble de demandes :

- **De l'administration pénitentiaire et du ministère de la justice** : Depuis la conférence de consensus de février 2013 (<http://conference-consensus.justice.gouv.fr/>) le ministère de la justice est engagé dans une politique de modernisation de sa probation (laquelle est rattachée à l'administration pénitentiaire – ci-après AP) Ainsi, par exemple, un adjoint direct de la directrice de l'AP a-t-il été désigné fin 2014 (M. Leroy) pour réaliser cette modernisation dans les années à venir en termes de formation, recherche, évaluations et projets (certains en partenariat avec Mme Evans). Les objectifs sont clairs : rattraper le retard considérable de la France en matière de méthodes de suivi et de traitement des condamnés fondées sur les données acquises de la science qui sont mises en œuvre partout en Amérique du Nord, en Europe et en Australasie, mais point dans l'hexagone. L'AP n'a toutefois ni les moyens ni les compétences pour former l'ensemble de ses praticiens qui seront recrutés dans les années à venir encore moins ceux déjà en poste, au niveau de compétence requis. Pour cette raison, l'AP était partenaire du projet Community Justice Social Work, auquel l'URCA a également été partenaire (responsable : Prof. Evans - <http://www.cjsw.eu/>) et qui a pour l'heure seulement abouti à la création d'un cours de 31 heures dans le Master Droit pénal, sciences criminelles et criminologie appliquée. La demande de formation initiale et continue des agents de probation est considérable. Les compétences nécessaires pour opérer au niveau des Etats étrangers sont : l'évaluation (notamment actuarielle), la restructuration cognitive, entretien motivationnel, la psychopathologie, la constitution de droits sociaux et le travail partenarial. Manquent pour l'heure et les connaissances théoriques et le savoir-faire pratique nécessaires, que le DU entend précisément fournir.
Pour prendre la mesure des besoins, citons par exemple le nombre de conseillers d'insertion et de probation (CPIP) en poste (4426) ; le nombre de directeurs pénitentiaires d'insertion et de probation (DPIP) en poste, soient les cadres intermédiaires notamment en charge de la supervision du travail de suivi effectué par leurs agents (654), auxquels il faut ajouter les chefs de service pénitentiaires d'insertion et de probation (74) qui seront fondus prochainement dans le corps des DPIP (v. P.J. « liste volumétrique corps électoral des personnels d'insertion » des SPIP); le nombre d'agents recrutés dans le cadre du plan de recrutement massif engagé par Mme Taubira entre fin 2014 et fin 2017 (1000 personnes, incluant notamment des psychologues, des assistantes sociales, des DPIP et CPIP – v. page 3 tableau du « point du syndical SNEPAP sur le recrutement »).

- **Le milieu associatif** et, à un moindre degré, des collectivités territoriales, est également en demande de formation de ce type, qui, en pratique, opère de manière complémentaire, ou parfois concurrente, des services de probation étatiques, et a donc besoin de pouvoir mettre en œuvre des compétences identiques à celles des agents de probation. Pas plus que ceux-ci, il ne peut trouver de formation concurrente en France ni ailleurs dans la Francophonie.

Concernant le milieu associatif il n'existe hélas pas de données centralisées permettant de prendre la mesure du nombre probablement très considérable de personnes impliquées, essentiellement à titre professionnel (psychologues, travailleurs sociaux, juristes...) et, de manière plus marginale, bénévole. Une recherche effectuée en 2012-2013 par Mme H-Evans et six étudiants dont l'un des objectifs était de réaliser un bilan chiffré des interventions et nombre de personnes impliquées n'est pas parvenu à trouver de sources fiables (M. H-Evans, 'French third sector participation in probation and reentry. Complementary or competitive ? », *Europ. J. of prob.*, 2014, n° 6(1) : 42-56). Le milieu associatif prend en effet en charge non seulement le suivi des personnes condamnées, mais encore celui des personnes prévenues, et, pour ces deux publics, leur réinsertion sociale, leur santé physique, et mentale, leurs addictions, leur logement, leurs accès au droit et droits sociaux, etc. Le secteur associatif est le plus gros fournisseur d'emplois au titre du travail d'intérêt général, gère des structures de « placements à l'extérieur » (une mesure d'aménagement de la peine d'emprisonnement qui consiste en une multiplicité d'interventions) Ce sont donc des milliers de personnes qui sont chaque jour impliquées dans ce suivi.

- **Les praticiens en psychologie ou psychiatrie** qui doivent contribuer au traitement des personnes condamnées sans avoir de bases en criminologie.
- **Les experts psychiatres** à qui des évaluations sont demandées et qui ne trouvent pas en France de formation à l'utilisation d'outils d'évaluation criminologique fiables ;
- **Les étudiants en droit et en psychologie de l'URCA** et d'ailleurs, qui ne peuvent trouver sur le territoire que des formations de niveau limité et souvent très théorique, avec peu de lien avec les données acquises de la science (celle-ci étant pour l'essentiel ignorée en France), dans le domaine du suivi, de la probation et du traitement des personnes condamnées, aucune ne préparant concrètement à l'exercice des métiers concernés.

Il existe certes un master de droit pénal, sciences criminelles de criminologie dans l'UFR droit. Toutefois ce Master est, logiquement, axé essentiellement sur les matières juridiques et les concours offerts aux juristes. Les matières criminologiques qui y sont enseignées, le sont sous un angle exclusivement théorique ; pour l'essentiel assez basique dès lors qu'elles s'adressent à des juristes et non des criminologues ; et ce, dans des domaines épars (police technique, médecine légale, psychiatrie...). Aucun de ces enseignements ne dispense un « savoir-faire » qui pourrait être ensuite mobilisé dans la pratique du suivi des délinquants. Il n'est pas possible de spécialiser ou professionnaliser plus ce master, car il doit continuer à répondre à la demande des étudiants juristes qui ont également besoin d'enseignements en droit approfondis, et aussi d'avoir des bases en criminologie. L'option DU s'impose donc. Il est au surplus à noter qu'il est impossible de créer pour l'heure en France un Master en criminologie ou de parcours complet LMD en criminologie. La demande existe pourtant sur le terrain, qui ne peut être remplie.

Il est à noter qu'en préparation de ce D.U., la faculté de droit et la faculté de psychologie prévoient de mutualiser un cours par semestre depuis la seconde année de licence, jusqu'au Master (les étudiants en psycho suivant des cours en droit pénal ou criminologie et les étudiant en droit suivant des cours de psychologie et psychopathologie).

- Positionnement :

Ce DU fait suite à la collaboration à laquelle pour l'URCA, le prof. Evans était associée, Community Justice Social Work : base théorique d'un diplôme relatif au suivi des personnes condamnées par les services de probation ou institutions assimilées.

Une partie significative des enseignants est d'origine étrangère et a une réputation mondiale exceptionnelle dans le domaine concernée. Des praticiens sont également sollicités pour donner au diplôme une dimension réellement pratique et opérationnelle.

Il n'existe aucun enseignement portant spécifiquement sur la probation et le suivi des personnes condamnées en France.

Il n'en existe quasiment pas à l'étranger et point en français.

Les cours du D.U. seront effectués en français.

B – Objectifs Pédagogiques

a – Connaissances :

Dispenser les connaissances théoriques et pratiques issues des données acquises de la science (à la fois théoriques et pratiques) de niveau international permettant :

- Aux étudiants d'être directement opérationnels dans les services de probation ou les associations ou autres structures suivant ou traitant les personnes délinquantes ;
- Aux praticiens exerçant d'ores et déjà d'acquérir des connaissances et compétences situées au même niveau que l'ensemble de leurs homologues occidentaux.
- Pour ces deux populations, leur offrir dès lors la possibilité d'une mobilité internationale dans des structures similaires.

b – Compétences :

- Evaluation initiale et en cours de suivi des PPSMJ ;
- Restructuration cognitive des PPSMJ ;
- Entretien motivationnel (facilitation, soutien et maintien de la motivation à changer des PPSMJ) ;
- Positionnement professionnel s'agissant des personnes présentant des troubles et désordres mentaux ou de la personnalité ;
- Constitution des droits sociaux
- Création, animation et maintien d'un réseau partenarial.

C – Dispositions réglementaires

a- Conditions d'admission

Avoir une Licence en droit, psychologie, sociologie

Ou avoir exercé en tant qu'agent de probation, directeur de probation, ou de praticien dans un domaine lié (association socio-judiciaire, de réinsertion, etc.), magistrat, psychologue, au moins une année.

*Ou étudiants ayant obtenu la licence en sciences sanitaires et sociales de l'URCA **ou une Licence équivalente d'une autre Université.***

b- Modalités de contrôle des connaissances :

Préciser ici :

- *les modalités de capitalisation des UE :*

Exercices pratiques (contrôle continu) déterminé par l'enseignant (projet, exercice pratique, exposé, jeu de rôle) + rapport de stage (3 mois – pour les étudiants) ou mémoire, **ou rapport sur cas clinique(s)**, ou projet professionnel (praticiens)

- *l'adaptation des modalités à la formation continue :*

Les cours seront dispensés sous la forme de trois modules répartis sur l'année universitaire.
(janvier/avril/juillet)

c- Jurys

Préciser les modalités de constitution et de fonctionnement des différents jurys :

Certains enseignants intervenant dans le cadre du diplôme sont membres du conseil de perfectionnement du diplôme et membres du jury.

Le conseil de perfectionnement comprend également deux étudiants du diplôme.

d- Droit de scolarité

Préciser les droits de scolarité :

Inscription en formation initiale : 355.3 € part pédagogique + Frais d'inscription en Licence

Inscription au titre de la formation continue individuelle : 700 € part pédagogique + Frais d'inscription en Licence

Inscription au titre de la formation continue conventionnée : 1400 € part pédagogique + Frais d'inscription en Licence

D – Organisation pédagogique de la formation :

Responsable du diplôme :

Nom : Martine EVANS

Grade : PR

Prénom : Martine

Section CNU : 01

Discipline principale enseignée : Droit et criminologie

Equipe de recherche de rattachement : CEJESCO

☎ : 06 60 12 15 75

e-mail : martineeevans@gmail.com

a- Organisation de la formation

Enseignement sous forme de modules s'étendant sur toute l'année universitaire (par exemple : une semaine en janvier, une semaine à Pâques, deux semaines en juillet)

CRIMINOLOGIE THEORIQUE (CM)

COURS	Heures	Enseignant	institution	Nature du cours	Module
Criminologie appliquée à la probation (théorie générale)	35 heures	Martine Evans	URCA	CM	Janvier

CRIMINOLOGIE APPLIQUEE (séminaires/travaux pratiques)

COURS	Heures	Enseignant	institution	Crédits	CM/TD
Interventions cognitives et comportementales	20 heures	Martine Evans	URCA	CM	Avril
Entretien motivationnel	20 heures	Gill Kelly	Independent consultant and probation trainer	CM	Avril
Core Correctional Practices	10 heures	Gill Kelly	Independent consultant and probation trainer	CM	Janvier
Mesure du risque et des besoins avec le LSI-R	20 heures	John Sturgeon	University of the West Scotland	CM	Avril
Evaluation des délinquants sexuels et violents	20 heures	Thierry Pham	Université de Mons	CM	Avril
Infractions spéciales (délinquance sexuelle, violence domestique, extrémisme violent)	8 heures	Martine Evans	URCA	TD	Juillet

PSYCHOPATHOLOGIE (CM)

COURS	Heures	Enseignant	institution	Crédits	CM/TD
Psychopathologie (théorie générale et classifications)	20 heures	Audrey Henry	URCA	CM	Janvier
Approche pratique et positionnement professionnel face aux PPSMJ présentant des troubles de la personnalité	5 heures	Martine Evans	URCA	TD	Juillet
Addiction (théorie et traitement)	10 heures	Fabien Gierski Enseignant de l'UFR de psycho	URCA	CM	Juillet

TRAVAIL SOCIAL et FAMILIAL (séminaires/travaux pratiques)

COURS	Heures	Enseignant	institution	Crédits	CM/TD
Formation, emploi des PPSMJ et sortants de prison	7 heures	Association Le Mars Mme Chtany	/	TD	Juillet
Logement	8 heures	Association Le Mars Mme Chtany		TD	Juillet
Travailler avec les membres de la famille	5 heures	Véronique Guerin Loubry	PJJ Reims	TD	Juillet

TRAVAIL PARTENARIAL (CM)

COURS	Heures	Enseignant	institution	Crédits	CM/TD
Constituer et maintenir un partenariat	5 heures	Jean-Philippe Vicentini	Past Urca et procureur de la République Valenciennes	TD	Juillet

STAGE / MEMOIRE

Public	matière	Durée	Evaluation
Etudiants	Stage	2 mois	Rapport de stage
Professionnels	Mémoire		Mémoire théorique, rapport sur cas clinique(s), ou rapport de projet professionnel

Total : 210 heures*

+ mémoire : 10 équivalent ECTS ou stage

+ travail personnel : 200 heures

*http://www.univ-reims.fr/gallery_files/site/1/302/311/312/316/341/29354/49852.pdf

E – Equipe Pédagogique de la formation

Remplir le tableau ci-dessous pour les enseignants et enseignants-chercheurs et intervenants professionnels :

Nom et qualité des enseignant(e)s-chercheur(e)s, enseignant(e)s, chercheur(e)s, professionnel(le)s	Section CNU *	Composante d'appartenance ou établissement ou entreprise	Equipe de recherche de rattachement	Nombre d'heures dispensées	UE concernées
Prof. Martine Evans	01 - droit privé et sciences criminelles	URCA	CEJESCO	68	- Criminologie appliquée à la probation (théorie générale) - Positionnement professionnel face aux PPSJM avec trouble de la personnalité - Théorie générale du travail en partenariat
Prof. Audrey Henry (Enseignant de l'UFR Lettres et Sciences Humaines – Département Psychologie)	Psychologie	URCA	C2S	20	Psychopathologie
Mme Chtany, directrice d'association socio-judiciaire	/	Association Le Mars	/	15	Formation, emploi des PPSMJ et sortants de prison
Mme Véronique Guérin Loubry, directrice Protection Judiciaire et de la Jeunesse	/	Protection judiciaire et de la jeunesse	/	5	Travailler avec les familles
M. John Sturgeon, lecturer, University of the West Scotland	/	University of the West Scotland	/	20	Mesure du risque et des besoins avec le LSI-R
Mme Gill Kelly	/	Consultante et formatrice indépendante	/	30	Entretien motivationnel Core correctionnel practices
Prof. Thierry Pham	/	Université de Mons	/	20	Evaluation des délinquants

					sexuels et violents
M. Jean-Philippe Vicentini, procureur de la République et PAST à l'URCA	/	TGI de Valenciennes et URCA	/	5	Constituer et maintenir un partenariat
M. Fabien Gierski		URCA		10	Addiction (théorie et traitement)

* Pour les enseignant(e)s et les professionnels, préciser la discipline

F – Stages :

Dans la formation un ou des stages sont-ils prévus ? **oui** - ~~non~~

Description : Stage d'une durée de 3 mois, en association, SPIP, juridiction, avocat, organisme de santé (SMPP, praticien de ville...), police, gendarmerie, obligatoire pour les étudiants non praticiens. Projet professionnel (rapport) ou mémoire pour les praticiens, en France ou à l'étranger.

Un rapport de stage permettra d'évaluer le travail effectué et les apprentissages réalisés.

Les étudiants déjà praticiens en exercice seront dispensés de stage (ils devront rédiger un mémoire théorique **ou un rapport sur un ou plusieurs cas cliniques en rapport avec leur activité de probation ou suivi** ou un rapport de projet professionnel)

G – Ouverture internationale de la formation

- Une partie des enseignants sont des personnes étrangères (parlant français)
- Le diplôme répondant à des besoins de formation présents dans toute l'Europe, pourra être proposé à des praticiens ou étudiants étrangers.
- L'un des objectifs de la formation est d'amener à niveau nos étudiants et praticiens, de ce qui constitue d'ores et déjà pratiques routinières dans le reste du monde, ce qui permettra à nos étudiants et praticiens de travailler dans d'autres pays de l'Union Européenne et au-delà.

H – Ouverture à la formation continue et à la validation d'acquis

a- Existe-t-il des dispositifs spécifiques favorisant l'accueil d'un public de formation continue ?

Oui

Comme indiqué supra, le diplôme est également accessible aux praticiens ayant au moins une année d'activité professionnelle, ce, quel que soit leur niveau d'études antérieures.

Les enseignements seront délivrés sous forme de modules d'une à deux semaines (soit une semaine en janvier et deux en juillet ; soit une semaine à pâques et deux en juillet)

b- existe-t-il des dispositifs spécifiques favorisant les validations d'acquis ?

Non : Compte tenu du mode de sélection des inscrits, cela ne sera pas nécessaire.

En outre, il ne sera pas possible d'obtenir des dérogations pour certains cours, dès lors que la formation vise à dispenser des connaissances et compétences immédiatement mobilisables dans la pratique.

Seule exception : les enseignements relatifs à l'ouverture de droit sociaux pourront être dispensés pour les étudiants ayant suivi la licence en droit sanitaire et social

I – Démarches innovantes

Présenter les méthodes pédagogiques innovantes en tutorat, accompagnement différencié, travail en équipe, préparation à l'expression orale... et les dispositifs de sensibilisation aux métiers de l'enseignement, au monde des entreprises et des administrations.

La dimension innovante a été présentée supra : il s'agit de proposer pour la première fois en France un diplôme permettant à la fois à des étudiants et à des praticiens en poste d'acquérir connaissances et savoir-faire dans des domaines et pratiques considérées aujourd'hui en occident comme constituant des prérequis pour travailler dans la probation, le suivi et le traitement des personnes condamnées. Le diplôme entend délivrer des enseignements ayant une dimension aussi bien théorique que pratique, afin que les étudiants et praticiens en sortent en étant opérationnels sur le terrain.

J – Autres modalités pédagogiques :

Préciser notamment :

- *l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC)*

Il sera demandé aux enseignants de fournir aux étudiants :

- *soit un enregistrement de leur cours en format audio*
- *soit un Powerpoint détaillé de leur présentation*
- *et des documents (littérature scientifique, supports professionnels...)*
- *des cas cliniques (vignettes) faisant l'objet de notation dans les grandes matières proposées*